

**COMUNIDADE ECONOMICA DOS
ESTADOS DA AFRICA OCIDENTAL**

**ECONOMIC COMMUNITY OF
WEST AFRICAN STATES**



**COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST**

ECW/AFC/XXVII/
Original: Anglais

VINGT-SEPTIEME REUNION DU COMITE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Par visioconférence, du 14 au 18 juillet 2020

PROJET DE RAPPORT

Commission de la CEDEAO
Visioconférence, juillet 2020

I. INTRODUCTION

1. La vingt-septième (27^{ème}) session ordinaire du Comité Administration et Finances (CAF) s'est tenue en visioconférence, du 14 au 18 juillet 2020.
2. Les Etats membres suivants étaient représentés:
 - i. la République du Bénin ;
 - ii. le Burkina Faso ;
 - iii. la République de Cabo Verde ;
 - iv. la République of Côte d'Ivoire ;
 - v. la République de la Gambie ;
 - vi. la République du Ghana ;
 - vii. la République de la Guinée ;
 - viii. la République de Guinée Bissau ;
 - ix. la République du Libéria ;
 - x. la République du Mali ;
 - xi. la République du Niger ;
 - xii. la République Fédérale du Nigeria ;
 - xiii. la République du Sénégal ;
 - xiv. la République de la Sierra Leone ; et
 - xv. la République togolaise.
3. Les institutions et agences spécialisées de la CEDEAO suivantes étaient également représentées :
 - i. la Commission de la CEDEAO ;
 - ii. le Parlement de la CEDEAO ;
 - iii. la Cour de justice de la Communauté ;
 - iv. la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) ;
 - v. l'Organisation ouest ouest-africaine de la santé (OOAS) ;
 - vi. le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) ;
 - vii. le Bureau de l'Auditeur général;

- viii. West African Power Pool (WAPP) ;
- ix. l'Agence de régulation régionale de l'électricité de la CEDEAO (ARREC);
- x. le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC).

4. Une liste des participants est jointe en annexe au présent rapport.

II. SÉANCE D'OUVERTURE

- 5. Au nom du Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Jean-Claude Kassi Brou, des membres de l'équipe dirigeante et du personnel de l'ensemble des institutions de la Communauté, la Vice-présidente de la Commission, S.E. Madame Finda E. M. Koroma, a souhaité la cordiale bienvenue aux participants à la 27^{ème} réunion ordinaire du Comité de l'Administration et des Finances (CAF), qui est la toute première organisée en mode virtuel dans l'histoire du CAF.
- 6. La Vice-présidente a exprimé les plus sincères condoléances de la CEDEAO aux familles des citoyens de la Communauté qui ont perdu la vie dans la pandémie de COVID-19 ainsi qu'aux gouvernements de l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO. En outre, elle a exprimé ses condoléances au gouvernement et au peuple de Côte d'Ivoire suite au décès du Premier ministre du pays, S.E. Amadou Gon Coulibaly. En sa mémoire et en celle de tous les citoyens de la CEDEAO décédés des suites de la pandémie de COVID-19, elle a invité les participants à observer une minute de silence.
- 7. Par ailleurs, la Vice-présidente a exprimé la gratitude des institutions de la CEDEAO au Président de la République fédérale du Nigeria, Son Excellence Muhammadu Buhari, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Nigeria pour leur hospitalité et pour l'atmosphère paisible dont bénéficient les cadres dirigeants et l'ensemble du personnel des institutions de la CEDEAO résidant au Nigeria. En outre, elle a remercié Son Excellence, Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger et Président en

exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO pour la façon exemplaire dont il conduit les affaires de la Communauté.

8. Son Excellence Madame Finda E. M. Koroma a informé le CAF de certaines mesures prises par les responsables de l'institution pour relever les défis précités, notamment les suivantes :

- i. La fourniture d'un soutien technique et financier aux États membres en matière de coordination, de ressources financières, de formation du personnel et de mise à disposition de kits de diagnostic et de matériel médical essentiel, notamment des équipements de protection individuelle ;
- ii. L'organisation de la réunion du Comité des ministres de la Santé des pays de la CEDEAO, chargés de la coordination de la riposte à la Covid-19;
- iii. L'organisation d'un sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO sur la lutte contre la Covid-19.

9. Malgré les nombreux défis auxquels elles sont confrontées en raison de la Covid-19, les institutions de la CEDEAO ont enregistré un certain nombre de réalisations dans la mise en œuvre de leurs programmes de travail, notamment la consolidation de l'intégration politique dans la région, le renforcement du système régional de santé, l'harmonisation des politiques régionales dans les différents secteurs, la mise en œuvre progressive de la réforme institutionnelle, le renforcement des capacités internes des institutions de la Communauté pour l'accomplissement de leurs mandats, la promotion et la poursuite du développement du capital humain dans les États membres.

10. Prenant à son tour la parole, la Commissaire chargée des Finances, Madame Halima Ahmed, a indiqué que, dans la morosité ambiante liée à la

pandémie de COVID-19, la CEDEAO est maintenant à jour dans la préparation et l'audit de ses comptes, à l'exception de l'ARREC qui devrait être entièrement à jour d'ici décembre 2020. Le système financier de la CEDEAO s'est encore renforcé grâce aux améliorations des modules financiers d'ECOLink et à la finalisation de la politique de paiement sans numéraire.

11. La Commissaire a fait observer qu'en 2020, la question de la mobilisation des recettes s'était aggravée en raison de la pandémie, mais aussi de l'impossibilité d'entreprendre les missions habituelles de mobilisation du prélèvement communautaire dans certains États membres. Toutefois, des efforts ont été accomplis pour effectuer certains aspects de ces missions à distance, dans la mesure du possible.
12. Ainsi, face à la diminution des recettes provenant du prélèvement communautaire, la Commission de la CEDEAO a décidé que dorénavant les voyages seront limités tandis que les sessions en ligne ou virtuelles pour les réunions et les ateliers seront encouragées en vue de réduire les coûts d'exécution du programme.
13. Pour sa part, le Commissaire chargé de l'Administration générale et des Conférences, M. Vafolay M. Tulay, a souligné que les responsables des institutions de la Communauté et les membres du CAF ont une vision commune de l'intégration et du développement régional, dans le cadre d'une utilisation efficace des ressources communautaires. Il a évoqué les progrès réalisés dans la gestion des réunions grâce au recours à la technologie, ce qui a permis de réduire les coûts et d'atteindre un niveau d'efficacité plus élevé, durant cette période de COVID-19.
14. Prenant la parole à son tour, le Président du CAF, M. Boubacar Seyni, après avoir souhaité la chaleureuse bienvenue à tous les membres du CAF, a souligné que le Niger fonde beaucoup d'espoir sur cette réunion. Il a déploré les effets néfastes de la pandémie de Covid-19, qui se traduisent par le ralentissement des activités économiques et la révision à la baisse des taux de croissance dans les Etats membres. Il a déploré le nombre

élevé de victimes de la Covid-19 et exprimé ses condoléances aux familles endeuillées ; il a également adressé ses vives condoléances au gouvernement et au peuple ivoiriens, suite à la disparition du Premier Ministre de ce pays, Amadou Gon Coulibaly. A cet égard, il a invité les délégués à observer une minute de silence en leur mémoire.

15. En dépit des conséquences néfastes de la Covid-19 sur la mobilisation des ressources du Prélèvement communautaire, le Président du CAF a lancé un appel pressant à tous les Etats membres, pour les encourager à honorer leurs engagements afin de garantir la mise en œuvre des programmes dans un contexte si difficile. Il a conclu ses propos en exhortant les membres du CAF à être concis et précis dans leurs interventions, afin de permettre une bonne gestion du temps.
16. Enfin, le Président a invité les membres du Comité à faire preuve de sérénité dans leurs interventions et à veiller à faire passer les intérêts de la Communauté avant toute autre considération. Il a ensuite déclaré ouverts les travaux de la 27ème réunion du Comité de l'Administration et des Finances.

III. ELECTION DU BUREAU

17. Le Bureau suivant a été constitué :

- | | | |
|---------------|---|------------------------------|
| ▪ Président | - | République du Niger |
| ▪ Rapporteurs | - | République du Bénin |
| | - | République de la Gambie |
| | - | République de Guinée Bissau. |

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

18. L'ordre du jour ci-après a été adopté, tel qu'amendé :

i. Séance d'ouverture

- Mot d'ouverture de la Vice-Présidente de la Commission ;
- Mot de la Commissaire chargée des Finances ;
- Mot du Commissaire chargé de l'Administration Générale et des Conférences ;
- Allocution de bienvenue du Président du Comité de l'Administration et des Finances ;
- Election du Bureau ;
- Adoption des projets d'Ordre du Jour et de Programme de Travail.

POINTS POUR DISCUSSION

- ii. Présentation et examen de l'état de mise en œuvre des tâches assignées aux Institutions de la Communauté par la 26^{ème} réunion de l'Administration et des Finances ;
- iii. Présentation et examen du Rapport 2020 sur la situation financière de la Communauté ;
- iv. Présentation et examen du Projet de Budget 2020 révisé des Institutions de la Communauté ;
- v. Présentation et Examen d'un Mémoire sur les régularisations des agents contractuels des catégories de services Généraux recrutés par voie non compétitive ;
- vi. Présentation et examen d'un Mémoire sur la conversion du statut d'agents contractuels pour les placer à des postes permanents ;
- vii. Présentation et examen d'un Mémoire sur l'Organigramme de la Radio régionale de la CEDEAO ;

POINTS POUR INFORMATION

- viii. Présentation du Rapport annuel 2019 de l'Auditeur Général ;

- ix. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de la Vision 2050 de la CEDEAO ;
- x. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement du processus de recrutement en cours de réalisation ;
- xi. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de la construction du Dépôt logistique de la CEDEAO ;
- xii. Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de l'audit des compétences du personnel en cours de réalisation ;
- xiii. Présentation d'un Mémoire sur la Politique de formation de la CEDEAO ;
- xiv. Présentation d'un Mémoire sur l'état de mise en œuvre du marché régional de l'électricité de la CEDEAO ;
- xv. Divers
 - Point sur la mise en œuvre des directives du Conseil concernant l'audit juridico-financier des institutions de la CEDEAO
 - Délibérations sur les plaintes de certains membres du personnel de la Cour de justice de la Communauté concernant des questions liées aux perspectives de carrière.
- xvi. Adoption du Rapport ;
- xvii. Motion de remerciements ;
- xviii. Séance de clôture.

V. RESULTATS DES TRAVAUX

A. POINTS POUR DISCUSSION

Point 1: Présentation et examen de l'état de mise en œuvre des tâches assignées aux Institutions de la Communauté par la 26^{ème} réunion de l'Administration et des Finances

19. Le Commissaire chargé de l'Administration générale et des Conférences a présenté un rapport sur l'état de mise en œuvre des vingt-trois (23) tâches qui avaient été assignées aux institutions de la CEDEAO par le Comité de l'Administration et des Finances, lors de sa 26^{ème} réunion qui s'est tenue à Abuja du 25 novembre au 1^{er} décembre 2019.
20. Malgré l'apparition de la pandémie du coronavirus (COVID-19) dans l'espace CEDEAO depuis la fin février 2020, les institutions communautaires se sont efforcées de mettre en œuvre les tâches assignées par le CAF. Dix (10) tâches ont été entièrement mises en œuvre, et deux (2) ne l'ont pas été du tout parce que leur exécution était soit en dehors de la période requise, soit sans rapport avec la question à l'étude. Les onze (11) tâches restantes ont été identifiées comme étant en cours de réalisation, avec des taux d'exécution situés entre 30 et 90 %.
21. A la suite de la présentation et des délibérations approfondies qui ont suivi, le CAF a pris note de l'exposé présenté sur l'état d'avancement des tâches assignées et félicité la Commission pour la qualité du travail accompli.
22. Toutefois, le CAF a demandé qu'à l'avenir, la Commission veille à ce que toutes les colonnes du tableau des tâches assignées soient remplies et assure également l'harmonie et la cohérence entre les tâches assignées et les taux d'exécution. À cet égard, le CAF a demandé à la Commission de joindre des documents supplémentaires en annexe.

Point 2: Présentation et examen du rapport 2020 sur la situation financière de la Communauté

23. La Commissaire chargée des Finances a présenté le rapport sur la situation financière de la Communauté au 30 juin 2020. Elle a rappelé que la 83^{ème} session ordinaire du Conseil tenue à Abuja du 17 au 19 décembre 2019 a examiné et approuvé un budget de la Communauté qui s'élevait à 399 499 261 UC pour l'exercice 2020, comme recommandé par le Comité de l'Administration et des Finances.
24. Le prélèvement communautaire demeure la plus importante source de revenus de la CEDEAO, car les recettes et les arriérés à ce titre représentent 70,56 % du budget de recettes approuvé pour 2020, tandis que le financement extérieur constitue 28,96 % du budget de recettes. En ce qui concerne les dépenses, le poste des Institutions bénéficie de la dotation la plus importante, représentant 86,21 % des dépenses de la Communauté, suivi par le poste Paix et la Sécurité (7,94 %) en raison des deux missions de maintien de la paix en cours en Guinée-Bissau (ECOMIB) et en Gambie (ECOMIG). Les autres postes de dépenses sont les Obligations statutaires et les Projets spéciaux, qui représentent respectivement 2,83 % et 3,02 % du budget de la Communauté.
25. Au 30 juin 2020, la Communauté a enregistré des recettes totales de 141 603 678 UC, toutes sources confondues, soit 35,4 % du budget des recettes approuvé pour 2020. Sur ce montant total, 25 973 193 UC provenaient du prélèvement communautaire, soit 11,8 % de la dotation de cette rubrique de recettes. Les Réserves affichent un taux d'utilisation de 100 %, tandis que les Autres Recettes ont enregistré 30 817 UC, soit 17,2 %. Un montant de 96 388 161 UC représentant le total des soldes bancaires au 31 décembre 2019 a été comptabilisé comme Réserve et utilisé pour la mise en œuvre des activités de 2020. Enfin, des recettes de fonds extérieurs de 19 211 507 UC ont été enregistrées, soit 16,6 % du budget approuvé dans cette rubrique.
26. En ce qui concerne les dépenses au cours de la période sous revue, un montant total de 43 392 568 UC, soit 11 %, a été utilisé pour financer des activités relevant des chapitres suivants du budget de la communauté : Institutions, Obligations statutaires, et Paix et sécurité. Aucune dépense n'a été effectuée au titre du quatrième chapitre : Programmes spéciaux et Interventions.

27. L'exécution du budget 2020 a été affectée par l'apparition et la propagation de la pandémie de coronavirus (COVID-19) dans la région de la CEDEAO. Assurément, cette situation a eu un impact négatif important sur l'importation de biens en provenance de pays non membres de la CEDEAO, qui constitue l'assiette fiscale du prélèvement communautaire. Il est donc évident que la Communauté pourrait ne pas disposer des ressources financières nécessaires pour mettre pleinement en œuvre ses programmes, activités et dépenses administratives pour 2020.
28. Le CAF a pris note de la présentation et a décidé que les délibérations sur le mémorandum se feraient parallèlement à celles portant sur le mémorandum relatif au projet de budget 2020 révisé des institutions de la Communauté.

Point 3: Présentation et examen du Projet de Budget 2020 révisé des Institutions de la Communauté

29. La Commissaire chargée des Finances a présenté le projet de budget 2020 révisé des institutions de la Communauté. Elle a noté qu'en raison du manque de recettes résultant de l'impact négatif de la COVID-19 sur les activités économiques dans le monde entier, le budget 2020 approuvé de la Communauté a été révisé à la baisse, à titre de mesure d'ajustement dans le cadre de la réponse à la COVID-19. La pandémie a directement affecté le volume des importations dans les États membres en provenance de l'extérieur de l'espace CEDEAO, ce qui a invariablement affecté les recettes du prélèvement communautaire.
30. Par conséquent, en avril 2020, le Président de la Commission a instruit toutes les institutions de réduire les montants estimatifs de leurs programmes et frais administratifs financés par les prélèvements communautaires, suivant un certain nombre de paramètres. La Communauté s'est ainsi attachée à rationaliser et hiérarchiser ses programmes et dépenses administratives pour le reste de l'exercice 2020 ; le budget révisé représente des dotations qui ont été conçues pour refléter ces conditions.

31. À cet égard, les institutions communautaires continueront de réduire leurs prévisions de dépenses en 2020. Ainsi, le budget de recettes approuvé pour 2020 s'élevant à 399 499 261 UC a été revu à la baisse, (réduction de 25 842 796 UC) pour s'établir à 373 656 465 UC. La révision reposait uniquement sur un ajustement des produits du prélèvement communautaire.
32. En ce qui concerne les dépenses, toutes les institutions communautaires à l'exception de l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS) ont vu leur budget réduit à un montant total de 373 656 465 UC.
33. A la suite de délibérations approfondies sur la situation financière 2020 de la Communauté et le projet de budget révisé 2020 des institutions de la Communauté, le CAF a noté que la situation financière de la CEDEAO est dans une phase critique du fait de la faible mobilisation des ressources liées au prélèvement communautaire par les Etats membres. A titre illustratif, seulement 11,8% des ressources financières prévues au titre du budget 2020 avaient été mobilisés à la date du 30 juin 2020, alors que ce taux de mobilisation atteint environ 40% en année normale. Les difficultés de mobilisation du produit du prélèvement communautaire sont liées en grande partie à l'impact de la Covid-19 sur l'économie des Etats membres. C'est pourquoi un collectif budgétaire est nécessaire pour tenir compte de cette nouvelle donne.
34. A la suite de discussions approfondies, les membres du CAF ont émis de sérieuses réserves sur le caractère réaliste des prévisions de réduction budgétaire faites par la Commission. En réponse, les responsables de la Commission les ont rassurés quant à la sincérité et au réalisme de ces propositions qui ont été faites en tenant compte de la situation économique actuelle liée à la pandémie de Covid19.
35. À la demande du CAF, la Commission a présenté la méthodologie utilisée pour l'estimation des recettes à mobiliser au cours du second semestre 2020, en tenant compte de la situation économique actuelle caractérisée par la prévalence de la COVID-19 dans la région. A l'issue de la présentation, le CAF a pris note du budget révisé qui s'équilibre en

recettes et en dépenses à la somme de 373.656.465 UC, affichant une réduction de 25.842.796 UC par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2020, soit un écart de -6,5%. Toutefois, les délégations ont estimé que la réduction de 6,5% des dépenses ne semble pas tenir compte de l'impact négatif de la Covid-19 sur la mobilisation du prélèvement communautaire.

36. Le CAF a pris note de l'intention de la Commission d'utiliser un montant de 3 millions de dollars US provenant du Fonds de solidarité et de stabilisation régionale, à titre de financement de contrepartie dans le cadre du programme "Codification pour l'emploi" devant être financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 10 millions de dollars US. Toutefois, le CAF a indiqué que le montant d'un million de dollars US approuvé en 2018, au titre de la contribution de la CEDEAO au fonds, qui n'avait pas fait l'objet d'un décaissement, ne peut plus l'être pour des raisons de réglementation financière. A cet égard, la Commission ne peut utiliser que les 2 millions de dollars US actuellement disponibles, c'est-à-dire les montants approuvés pour 2019 et 2020.
37. A la suite de débats approfondis, le CAF a demandé à la Commission de mettre à la disposition des délégations des informations détaillées concernant la réduction de 15 % des coûts de programme et de 25 % des coûts administratifs, tels qu'ils figurent dans la note de cadrage budgétaire du Président de la Commission de la CEDEAO du 18 avril 2020 intitulée "Lignes directrices pour la révision du budget 2020" : Impact de la COVID-19". La mise à disposition des documents demandés permettrait aux membres du CAF de procéder aux arbitrages nécessaires, notamment en faveur des programmes sociaux. Ainsi, le CAF a recommandé que le budget soit axé essentiellement sur des activités visant à atténuer l'impact de la COVID-19.
38. Après d'intenses échanges, le CAF a décidé de recommander au Conseil pour approbation le budget révisé de 2020 de la Communauté, pour un total de 373 656 465 UC, avec les détails suivants:

	APPROVED 2020 BUDGET (UA)	DEDUCTI ONS - COVID19 RESPON SE (UA)	APPROVED REVISED 2020 BUDGET (UA)	APPROVED REVISED 2020 BUDGET (%)
INCOME				
		-		
Community Levy	220,953,098	52,762,093	168,191,005	
Reserves	0	0	0	
Arrears of Community Levy Proceeds	60,894,454	0	60,894,454	
Arrears of Contribution	1,768,710	0	1,768,710	
Reserves	????	26,919,297	26,919,297	
Other Income	179,545	0	179,545	
External Funding	115,703,454	0	115,703,454	
		-		
TOTAL – INCOME	399,499,261	25,842,796	373,656,465	
EXPENDITURE				
		-		
Institutions	344,405,537	25,842,796	318,562,741	
Statutory Obligations	11,307,660	0	11,307,660	
Special Programmes	12,050,322	0	12,050,322	
Peace & Security	31,735,742	0	31,735,742	
		-		
TOTAL - EXPENDITURE	399,499,261	25,842,796	373,656,465	

39. Le CAF a également demandé à la Commission de lui fournir les informations détaillées relatives à l'exécution du budget 2020 révisé lors de sa prochaine session ordinaire
40. Par ailleurs, le CAF a pris note de la demande faite par le Directeur général de l'OOAS, le Prof. Stanley Okolo, pour qu'il soit prévu une dotation budgétaire spécifique, lors des sessions budgétaires de fin d'année 2020, en vue de l'acquisition d'un nouveau bâtiment pour abriter le siège de l'OOAS.

Point 4 : Présentation et examen d'un Mémoire sur les régularisations des agents contractuels des Services généraux recrutés par voie non compétitive

41. Le Commissaire chargé des Ressources humaines a présenté le mémoire et informé le CAF que, conformément à la directive de la 82^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres qui s'est tenue du 25 au 27 juin 2019 à Abuja (Nigéria), un jury spécial d'interview dirigé par la Vice-Présidente a été constitué.
42. À la suite d'une publication interne de postes en août 2019, cent dix-neuf (119) candidatures ont été reçues et des entretiens ont été menés du 21 octobre au 16 décembre 2019 à Abuja, Abidjan, Dakar et Praia. Les résultats des entretiens avec les cent dix-neuf (119) agents ont indiqué que quatre-vingt-onze (91) candidats ont obtenu une note d'au moins 70%; dix-huit (18) candidats ont obtenu entre 60% et 69% tandis que dix (10) candidats ont obtenu moins de 60%.
43. A l'issue de la présentation, la Commission de la CEDEAO a formulé les recommandations suivantes à l'intention du CAF:
 - i. Prendre en compte les candidats qui ont obtenu plus de 70% et dont le statut d'agent contractuel a récemment été régularisé par le jury spécial pour une conversion en personnel permanent au cours de l'exercice en cours, conformément aux critères établis à cet effet; et
 - ii. Proposer un programme de formation et de renforcement des capacités de six(6) mois aux agents ayant obtenu une note inférieure à 60% et qui se trouvent à plus de deux (2) ans de la retraite. A l'issue de cette période, ils feront l'objet d'une évaluation et, en cas de résultat satisfaisant, ils seront admis pour une période probatoire d'une durée d'un (1) an.
44. Le CAF a pris note de la présentation et décidé que les délibérations portant sur ce mémoire seraient menées en même temps que celles

concernant le mémorandum sur la conversion de contractuels en permanents.

Point 5 : Présentation et examen d'un Mémorandum sur la conversion d'agents contractuels en permanents

45. Le Commissaire aux Ressources humaines a présenté le mémorandum et rappelé l'approbation donnée par le Conseil des ministres, lors de sa 83^{ème} session ordinaire tenue du 17 au 19 décembre 2019 à Abuja, au Nigéria, et stipulant ce qui suit : *"Les agents contractuels recrutés sur la base d'un processus de recrutement concurrentiel par la CEDEAO ou dans le cadre de projets financés par les partenaires techniques avec une clause d'absorption à la fin du projet et qui ont obtenu des évaluations de performance satisfaisantes doivent être engagés comme agents permanents en 2020, en fonction des postes disponibles dans l'organigramme approuvé".*
46. Sur la base de la directive du Conseil, quatre critères ont été utilisés pour la conversion d'agents contractuels en agents permanents. Les critères comprennent un processus de recrutement compétitif, une clause d'absorption pour les postes financés par les partenaires au développement, une évaluation des performances satisfaisante et l'existence du poste sur l'organigramme 2020.
47. Au total, 168 cas ont été examinés comme suit: Cent cinquante-sept (157) agents à des postes autres que de responsabilité dans les catégories G à P5; et onze (11) agents de catégories P5 et Directeurs. À la suite des différentes analyses, le Commissaire a présenté les résultats suivants:
- i. Cent trente-sept (137) agents ont pu être pris en compte pour la conversion, soit 82% des cas examinés;
 - ii. Vingt-deux (22) agents n'ont pas été retenus pour la conversion, soit 13%;

- iii. Neuf (9) agents ne disposaient pas d'informations suffisantes pour permettre une décision éclairée sur leur cas, soit 5%.

48. Les résultats par institution figurent dans le tableau ci-dessous:

Tableau: Nombre d'agents à prendre en compte pour la conversion par institution

Institution	Agents à des postes autres que de responsabilité G to P5	P5 à postes de responsabilité & directeurs	Total
Commission	97	10	107
Auditeur général	1	0	1
Cour de justice	19	1	20
GIABA	6	0	6
Parlement	0	0	0
OOAS	3	0	3
TOTAL	126	11	137

49. Le Commissaire a présenté le mémorandum pour examen et adoption par le CAF en prélude à une recommandation au Conseil, soulignant qu'un rapport de deuxième phase serait présenté à la session ordinaire de fin d'année du CAF en novembre 2020. Le rapport de deuxième phase examinerait directement les cas de certains membres du personnel payés par des donateurs, dont les noms ont été omis des listes et ceux pour qui la documentation disponible n'était pas suffisante pour tirer des conclusions sur leurs cas.
50. En ce qui concerne le cas des trois agents sénégalais à Dakar qui ont passé l'entrevue de régularisation mais n'ont pas pu être absorbés, la Commission a indiqué que les deux (2) agents du Centre du Genre et un (1) agent du GIABA seraient réintégrés et leurs salaires payés à partir de janvier 2020 sur le budget du bureau du Représentant résident devant être mis en place en République du Sénégal.

51. A l'issue des délibérations sur les memoranda relatifs à la régularisation des agents contractuels des Services généraux et à la conversion du statut des contractuels en permanents, le CAF a formulé les observations suivantes :

- i. La présentation des memoranda ne confirme pas l'affirmation faite concernant la réalisation d'un taux d'exécution de 100 % pour les tâches n° 19 et 20 du tableau des tâches assignées par la 26^{ème} session ordinaire du CAF ;
- ii. La gestion du personnel est une question d'importance cruciale et les institutions communautaires devraient donc disposer d'une politique appropriée de gestion des ressources humaines. Dans ce contexte, il est essentiel de promouvoir l'équité dans la gestion du personnel des institutions de la CEDEAO en vue de favoriser l'unité, la cohésion et la justice au sein de la Communauté.
- iii. Certains Etats membres, y compris le Bénin et le Mali, ne sont pas représentés au sein de la catégorie des directeurs, dans les Institutions de la CEDEAO ;
- iv. La répartition des postes doit tenir compte de l'équilibre géographique ou du poids démographique, tout en se fondant sur des considérations relatives au versement du prélèvement communautaire, sans préjudice de l'efficacité ;
- v. Les postes de la catégorie des Services généraux doivent être occupés par des citoyens des pays d'accueil ;
- vi. Pour le recrutement et la formation, la préférence doit être accordée aux agents les plus jeunes, les fonctionnaires les plus âgés devant être encouragés à prendre leur retraite pour une bonne intégration dans la société.

vii. La liste des agents des Services généraux dont les contrats ont été régularisés et celle des contractuels devenus permanents, n'ont pas été mises à la disposition du Comité.

52. La CAF a enfin pris acte des deux memoranda présentés par la Commission, en lui recommandant de mettre à sa disposition toute la documentation requise, afin de lui permettre de prendre une décision en bonne connaissance de cause. Il a de ce fait décidé de surseoir à toute recommandation au sujet de ces deux memoranda jusqu'à sa prochaine session ordinaire, en attendant que la Commission lui fournisse les documents requis.

53. Donc, afin de permettre aux représentants des Etats membres d'accomplir pleinement et efficacement leur travail, notamment en terme de supervision et de contrôle, le CAF a recommandé au Conseil des Ministres d'ordonner la Commission de la CEDEAO à lui fournir, dans les délais requis, toute documentation nécessaire dans le cadre de ses délibérations.

Point 6 : Présentation et examen d'un mémorandum sur l'organigramme de la radio régionale de la CEDEAO

54. Le Commissaire aux télécommunications et aux technologies de l'information de la CEDEAO a présenté le mémorandum sur l'organigramme de la radio de la CEDEAO située à Monrovia, dans la République du Libéria. Le mémorandum porte sur la mise en œuvre des décisions de la réunion des ministres en charge de l'Information adoptées par la 83^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres sur l'opérationnalisation de la radio régionale de la CEDEAO.

55. La station de radio régionale a été créée en mai 2018 à la suite du transfert de la station de radiodiffusion des Nations unies par la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) à la CEDEAO. Le transfert a été officialisé par un accord de siège signé le 1er mai 2018 entre le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E.M. Jean-Claude Kassi BROU, et le Ministre libérien des Affaires étrangères, S.E.M. Gbehzohngar M. FINDLEY. Cet accord

confère désormais à la station de radio une dimension régionale plutôt que nationale.

56. Le contenu des programmes radiophoniques devra mettre en évidence la vision, les programmes, les projets et les réalisations des institutions et agences spécialisées de la CEDEAO. Les questions d'intégration régionale et de développement socio-économique en Afrique de l'Ouest constitueront également les principaux éléments des programmes.
57. Ainsi, afin de garantir le bon fonctionnement de la station de radio régionale et conformément aux recommandations des ministres de l'information, la Commission a présenté au CAF pour examen et adoption un projet d'organigramme de douze (12) agents d'un coût annuel de 520 750 UC.
58. A l'issue des échanges ayant porté sur cette question et après avoir obtenu les éclaircissements souhaités, le CAF a souligné l'importance de la Radio de la CEDEAO, destinée à promouvoir l'intégration et la cohésion sociale au sein de la Communauté, ainsi qu'à informer et sensibiliser sur les programmes et activités de la CEDEAO. Par ailleurs, le Comité a approuvé le projet d'organigramme qui lui a été présenté, devant permettre à la Radio de la CEDEAO de se doter de l'effectif de base requis pour le démarrage de ses activités. . Néanmoins, l'organogramme approuvé n'aura aucune incidence budgétaire pour 2020.
59. Par ailleurs, dans un souci d'efficacité, le CAF a demandé que le poste de l'Administration et des Finances soit placé au grade P3 et que celui de Chauffeur soit rattaché à la Division de l'Administration. Tout en tenant compte du concept de la séparation des tâches, le CAF a convenu que des Assistants administratifs et financiers soient prévus pour un appui au Chargé de l'Administration. Le Comité a recommandé l'adoption du mémorandum par le Conseil, sous réserve des amendements à effectuer.

B. POINTS POUR INFORMATION

Point 7 : Présentation du rapport annuel 2019 de l'Auditeur général

60. L'Auditeur général a présenté au CAF le rapport annuel 2019 des institutions communautaires pour information.
61. Le CAF a pris note de la présentation faite par le Bureau de l'Auditeur général et salué la qualité du travail réalisé. Il l'a encouragé à poursuivre ses activités en se conformant aux exigences de rigueur et de transparence, afin de créer un environnement favorable à une gestion saine dans les institutions de la CEDEAO.

Allocution du Président de la Commission de la CEDEAO

62. Le Président de la Commission de la CEDEA, S.E. Jean-Claude Kassi BROU, s'est adressé aux membres du CAF depuis Bamako où il effectue une mission de médiation. Il a indiqué que l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19) s'inscrit dans le cadre des chocs exogènes que subit actuellement la sous-région. Celle-ci avait enregistré, à la date du mardi 14 juillet 2020, un total de 99.378 cas confirmés, 60.608 guérisons et, malheureusement, 1.614 décès. Les effets négatifs de la pandémie sont ressentis sur le plan économique aussi bien que financier et social. Du point de vue économique et financier, il est estimé qu'en 2020, cette crise sanitaire aboutira à une croissance régionale négative de -2,1%, avec une baisse prévue des importations.
63. Dans le cadre de la recherche de solutions au problème épineux de la COVID-19, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a tenu, le 23 avril 2020, un sommet extraordinaire en visioconférence sur la lutte contre cette pandémie. A l'issue de ce sommet, les Chefs d'Etat ont désigné S.E. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigeria pour coordonner, en tant que "Champion", la lutte contre la COVID-19. Ils ont également mis en place trois comités ministériels de coordination, le premier chargé de la Santé, le second des Finances et le troisième du Transport, de la Logistique et du Commerce, pour soutenir les efforts régionaux en matière de lutte contre la pandémie,

sous la supervision du Champion. Ces trois comités ministériels de coordination ont tenu des réunions à l'issue desquelles ils ont formulé des recommandations à l'adresse du Champion.

64. D'autre part, le Président Brou a souligné que la Commission de la CEDEAO et l'OOAS ont, toutes deux, apporté une contribution financière pour l'acquisition d'équipements essentiels pour la lutte contre la COVID-19. Il a également annoncé la mise en place d'un fonds de solidarité du personnel de la CEDEAO dans lequel ont été recueillies les contributions financières des agents. L'objectif visé est de soutenir les efforts des Etats membres visant à contenir la propagation de la maladie et assurer la prise en charge des patients et des travailleurs de la santé, ainsi que d'apporter un appui aux organisations et aux personnes dont les moyens de subsistance sont compromis par la pandémie.
65. Le Président de la Commission a fait noter que les memoranda soumis au CAF concernent essentiellement des questions relatives au personnel. Ils portent sur la régularisation de membres du personnel des catégories G, la conversion du statut d'agents contractuels, le processus de recrutement d'agents permanents, ainsi que l'organigramme de la Radio de la CEDEAO. Pour conclure son intervention, le Président a souhaité au Comité des délibérations intenses, riches et fructueuses, propres à renforcer le fonctionnement efficace des institutions de la Communauté.

Point 8 : Présentation d'un Mémoire sur l'état d'avancement de la Vision 2050 de la CEDEAO

66. La Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO a fait le point sur l'état d'avancement de l'élaboration de la Vision 2050 de la CEDEAO, ainsi que d'autres activités importantes soulignées dans la feuille de route, telles que l'évaluation technique de la Vision 2020 de la CEDEAO.
67. Afin de garantir le respect des meilleures pratiques internationales dans l'élaboration de la Vision 2050 de la CEDEAO, la Commission de la CEDEAO a signé un accord avec la Commission économique des Nations

unies pour l'Afrique (CEA) pour un appui technique à la mise en œuvre de la feuille de route. Les autres partenaires apportant un soutien technique et financier à la mise en œuvre de la feuille de route sont: la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), GmbH et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD).

68. Le projet comporte cinq (5) phases. La phase 1 liée à la préparation (avril à décembre 2018) et la phase 2 concernant l'évaluation/l'analyse (janvier-décembre 2019) sont terminées tandis que la phase 3 portant sur la formulation/rédaction (janvier-juin 2020) est en cours. Les phases 4 et 5 seront achevées avant la fin de l'année 2020, aboutissant à l'adoption par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement en décembre 2020.
69. La Vice-présidente a souligné que le projet s'est heurté à deux difficultés majeures, à savoir les retards liés aux difficultés rencontrés par la GIZ pour s'attacher les services d'un consultant chargé de réaliser l'évaluation de la Vision 2020, ainsi que l'impact négatif de la flambée de COVID-19. Par la suite, lorsqu'il a été fait appel à la CEA, le processus a avancé rapidement.
70. Les discussions engagées à la suite de cette présentation ont porté essentiellement sur les consultations nationales et régionales. A ce sujet, la Commission a confirmé au CAF que, dans le cadre de la première tranche, les ressources financières ont été transférées à l'ensemble des Etats membres, tandis que pour la seconde tranche, le processus de transfert est en cours.
71. A la suite de débats approfondis engagés sur la question, le CAF a pris note du mémorandum.

Point 9 : Présentation d'un Mémorandum sur l'état d'avancement du processus de recrutement en cours de réalisation

72. Le Commissaire chargé des ressources humaines a présenté un point d'information sur le recrutement du personnel pour le compte de la

Commission et des autres institutions et agences spécialisées de la CEDEAO. Il a déclaré qu'à la fin de juin 2020, seulement cinq (5) des huit (8) étapes du processus de recrutement avaient été bouclées. A fin juin 2020, sur les deux cent vingt-six (226) postes vacants à la Commission et dans les autres institutions, un total de 129 postes avec leurs descriptions de profils finalisées, validées et prêtes dans les trois langues officielles ont été publiés, soit 57% des postes vacants publiés.

73. Il convient de noter que:

i. Les postes publiés étaient issus de:

- La liste des postes vacants résultant de décès, démissions, départs à la retraite et licenciements à fin décembre 2018;
- 20% des postes figurant sur l'organigramme nouvellement approuvé;
- D'autres postes liés à des remplacements, démissions / départs à la retraite en 2019 et 2020 ainsi que de nouveaux postes clés d'agences / représentations nouvellement créées, conformément aux instructions et aux priorités définies par le Conseil.

ii. La publication des postes vacants se poursuit au fur à mesure que les profils d'emploi sont élaborés avec les départements concernés, traduits et mis au point dans les trois langues.

74. Le Commissaire a conclu en soulignant que, si la réouverture des différents aéroports est effective en juillet 2020, comme prévu, le premier groupe de personnes recrutées pourra recevoir ses lettres de nomination au plus tard en septembre 2020.

75. Le CAF a suspendu les délibérations du mémorandum jusqu'à la présentation des mémoranda sur l'audit des compétences du personnel et la politique de formation du personnel.

Point 10 : Présentation du Mémorandum sur l'état d'avancement de la construction du Dépôt logistique de la CEDEAO

76. Le Commissaire chargé de l'Administration générale et des Conférences a présenté le mémorandum sur l'état d'avancement de la construction des phases II et III du Dépôt logistique de la CEDEAO à Lungi, en Sierra Leone. Il a rappelé au CAF la dotation de huit millions quatre cent douze mille neuf cent soixante-dix-neuf dollars américains (8.412.979 \$) figurant dans le budget 2020 de la Commission de la CEDEAO, pour la réalisation des phases II et III des travaux de construction du dépôt de Lungi.
77. Dans ce mémorandum figure également des indications sur l'état d'avancement des principales activités du projet de Dépôt de Lungi qui ont été entreprises depuis l'approbation du budget 2020. Les principales activités menées à bien sont les suivantes :
- i. Le contrat avec la Sogefel SARL a été signé ; la Sogefel SARL est le maître d'ouvrage de la construction des phases II et III du Dépôt de Lungi ;
 - ii. La cérémonie de pose de la première pierre marquant le début des travaux des phases II et III du Dépôt de Lungi s'est tenue le 8 février 2020. Le Vice-président de la République de Sierra Leone et la Vice-présidente de la Commission de la CEDEAO ont assisté à la cérémonie ;
 - iii. Le Comité national de gestion du projet (CNGP), qui comprend des représentants de la CEDEAO, du gouvernement de la Sierra Leone et des entrepreneurs du projet, a été créé. Le CNGP coordonnera tous les aspects du projet pendant la phase de mise en œuvre ;
 - iv. Un consortium de deux sociétés, la "BANCA Engineering SARL" du Bénin et la "TED SARL" du Burkina Faso, a été sélectionné pour assurer la supervision de l'assurance qualité du projet. Pendant que le contrat final est en cours d'élaboration, le consortium a accepté de commencer les travaux, au regard de l'urgence du projet ;

- v. Une correspondance officielle autorisant la Sogefel Sarl à commencer les travaux le 21 juin 2020 a été envoyée par la Commission de la CEDEAO. La Sogefel a depuis lors commencé ses travaux.

78. Les principales activités en cours de réalisation sont les suivantes :

- i. Les procédures requises, en vue du versement de l'avance de 30% à la société *Sogefel SARL*, le maître d'ouvrage, sont en cours ;
- ii. Le contrat des sociétés de supervision de l'assurance qualité (le consortium de "BANCA Engineering SARL" du Bénin et "TED SARL" du Burkina Faso) est en cours de finalisation. Il sera suivi d'un paiement anticipé de 30% auxdites sociétés.

79. En réaction à cet exposé, le CAF a vivement recommandé à la Commission et au Bureau de l'Auditeur général de travailler en étroite collaboration, puis a demandé que soient levés les obstacles administratifs freinant la réalisation rapide des phases II et III des travaux de construction. Le Comité a insisté sur le fait que le dossier de Lungu ne doit plus donner lieu à des soupçons d'irrégularités ou d'absence de progrès dans la mise en œuvre. Il a, par conséquent, invité les responsables de l'institution à trouver un règlement en interne et veiller à ce que tous les obstacles soient levés, notamment ceux liés aux paiements, en prenant en considération l'article 121 du code de passation des marchés

80. En outre, le CAF a demandé à la Commission de fournir aux délégués une liste des programmes faisant l'objet d'exécution dans chaque Etat membre, pour permettre un suivi-évaluation efficace.

81. Le CAF a pris note du mémorandum présenté.

Point 11 : Présentation du Mémoire sur l'état d'avancement de l'audit des compétences du personnel en cours de réalisation

82. Le Commissaire chargé des Ressources humaines a fait le point sur l'audit des compétences du personnel en cours de réalisation. Il a rappelé au CAF que c'est la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO qui, lors de son 51^e sommet ordinaire tenu à Monrovia, au Liberia, en juin 2017, a donné instruction à la Commission de la CEDEAO de faire réaliser un audit des compétences du personnel des institutions et agences de la CEDEAO.
83. L'audit vise à évaluer les compétences du personnel des institutions et agences spécialisées de la CEDEAO et formuler des recommandations en vue de constituer une équipe qui puisse être à la hauteur de la nouvelle vision de la CEDEAO telle que définie dans son Plan stratégique.
84. Le mémoire note qu'au 31 décembre 2019, les institutions de la CEDEAO disposaient d'un effectif total de 1.054 agents, dont 23 statutaires, 627 permanents et 404 contractuels. L'âge moyen du personnel est de 47,80 ans. Près de la moitié du personnel est âgé de plus de 50 ans (44,97 %). Les institutions de la CEDEAO comptent 580 agents de moins de 49 ans et 474 agents de plus de 50 ans. Le mémoire indique également qu'avec l'âge de la retraite à 62 ans, il convient d'envisager le recrutement d'un personnel plus jeune (moins de 40 ans) sans toutefois compromettre les qualifications, les compétences et l'expérience professionnelle.
85. L'apparition de la pandémie de coronavirus et les mesures barrières qui en ont résulté ont entraîné d'importants retards dans la conduite des entretiens et des évaluations des 1.037 membres du personnel des institutions et agences de la CEDEAO. Néanmoins, au 1^{er} juin 2020, 688 entretiens du personnel ont été conduits, soit un taux d'exécution de 74 %, si l'on tient compte de l'exemption de 102 agents. En ce qui concerne les tests en ligne, les résultats ont montré que les membres du personnel des catégories G1 à P4 y ont été soumis. Aucun test en ligne n'a été effectué

pour les agents de la catégorie P5 à D2 au cours de la période sous revue. Sur les 855 fonctionnaires de la catégorie G1 à P4, l'on compte 63 exemptions et 650 fonctionnaires ont été testés en ligne. Ainsi, pour les tests en ligne, le taux d'exécution au 1er juin 2020 était de 86 %.

86. Le CAF a suspendu les délibérations sur le mémorandum jusqu'à la présentation du mémorandum sur la politique de formation du personnel.

Point 12 : Présentation du Mémorandum sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la politique de formation du personnel de la CEDEAO

87. Le Commissaire chargé des Ressources humaines a rappelé que le CAF, lors de sa 22e session ordinaire tenue du 13 au 20 novembre 2017 à Abuja, au Nigeria, a instruit la Commission de présenter un mémorandum sur la centralisation des programmes de formation au sein de la Direction des Ressources humaines. C'est dans ce cadre que la Direction des Ressources Humaines, avec le soutien de la GIZ, a entrepris l'élaboration d'une politique de formation pour l'ensemble des institutions de la Communauté.
88. La coordination de la conception et de la mise en œuvre de cette politique est de la responsabilité du Département des Ressources humaines. Il doit veiller à ce que toutes les institutions et agences spécialisées de la CEDEAO soient impliquées dans toutes les étapes. Chaque institution continuera à disposer de son budget de formation. Les ressources financières allouées seront gérées avec la coordination du Département des Ressources humaines, dans le but de faire les meilleures combinaisons possibles pour que chaque membre du personnel puisse bénéficier d'une formation dans le cadre du budget approuvé, disponible chaque année.
89. L'actuel cadre réglementaire et opérationnel en matière de formation sera aligné sur la politique et le plan de formation dès leur adoption. Cette

politique sera périodiquement révisée et mise à jour en fonction des besoins ou, le cas échéant, selon les bonnes pratiques internationales.

90. Le CAF a félicité la Commission pour les présentations relatives aux trois mémoranda sur la mise à jour du processus de recrutement en cours, l'audit des compétences du personnel et la politique de formation du personnel. Il a en outre indiqué que la Commission devrait veiller à ce que le processus de recrutement, de l'audit des compétences du personnel ainsi que la mise en œuvre de la politique de formation soient menés avec rigueur et transparence afin de préserver l'intérêt du personnel des institutions communautaires.
91. En outre, le CAF a demandé à la Commission de présenter des informations exhaustives et détaillées sur le processus de recrutement, l'audit des compétences du personnel ainsi que la mise en œuvre de la politique de formation lors de sa prochaine réunion.

Point 13 : Présentation du Mémorandum sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Marché régional de l'électricité de la CEDEAO

92. Le Commissaire à l'Énergie et aux Mines a déclaré que des progrès significatifs avaient été réalisés dans la mise en œuvre du marché régional de l'électricité de la CEDEAO, dont le lancement est intervenu le 28 juin 2018 à Cotonou, en République du Bénin, et qui a été conçu pour être mis en œuvre en trois phases.
93. L'interconnexion a été assurée entre neuf pays membres de la CEDEAO, les cinq qui ne sont pas encore reliés au réseau étant la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia et la Sierra Leone. Ces cinq États membres de la CEDEAO seront connectés aux autres d'ici la fin 2020 avec l'achèvement de deux projets majeurs : le projet Côte d'Ivoire-Libéria-Sierra Leone et Guinée (CLSG) qui construit 1.303 km et interconnecte trois pays avec la Côte d'Ivoire et, le projet énergétique OMVG de 1.677 km, interconnectant les États membres de l'OMVG, à savoir la Guinée, la Guinée Bissau et la Gambie.

94. Bien que le réseau de transport ne soit pas encore complètement interconnecté, des échanges d'énergie électrique s'effectuent entre plusieurs pays sur la base de contrats bilatéraux avec comme principaux vendeurs le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. En effet, en 2019, les échanges d'énergie électrique ne représentaient que 9% de la production totale de la région.
95. Le Commissaire a conclu en indiquant que des activités telles que l'achèvement de certains projets d'interconnexion, la synchronisation des réseaux électriques et la construction du Centre de communication et de coordination (CCC) n'ont pas encore été mises en œuvre.
96. Le CAF a félicité la Commission pour la qualité de la présentation, puis a pris note du mémorandum présenté.

Point 14 : Divers

i. Point sur la mise en œuvre des directives du Conseil concernant l'audit juricomptable des institutions de la CEDEAO

97. Le CAF a demandé la Commission de lui faire le point sur la situation de l'audit juri-comptable. En réponse la Commission a indiqué que ce dossier a été traité à huis-clos intégral en Conseil des Ministres de sorte qu'une autorisation spéciale est requise pour mettre à disposition toute information au CAF.
98. A l'issue des échanges ont été réalisé entre les membres du CAF. Les délégués ont jugé que la durée de ce procès (déjà 12 mois) est longue et risque de mettre en cause les droits fondamentaux des agents concernés, tout en s'inquiétant sur la conformité de la durée au règlement du personnel. A cet égard, le CAF a exhorté la Commission à accélérer le traitement de ce dossier en vue de le clore au prochain Conseil des Ministres.

ii. Délibérations sur les plaintes de certains membres du personnel de la Cour de justice de la Communauté concernant des questions liées aux perspectives de carrière

99. Le Président du CAF a fait part des plaintes de certains membres du personnel de la Cour de justice. Les plaintes concernent la non-approbation de la promotion du personnel concerné par le Bureau de l'Auditeur général. En retour, l'Auditeur général a fait noter que la promotion était en violation du règlement du personnel et de l'organigramme approuvé de la Cour de justice.

100. Par ailleurs, la Vice-Président de la Commission de la CEDEAO, au nom du Management des Institutions de la CEDEAO, a informé que le Management ne prendrait pas part aux échanges sur les questions de personnel pour lesquelles il n'avait pas été formellement saisi. Le personnel plaignant a enfreint le règlement du personnel et que le CAF ne devrait pas tolérer de telles pratiques. En outre, le Management a informé que si le CAF souhaitait discuter de la question, il n'y prendrait pas part. Le Management a toutefois poursuivi sa participation à la réunion sur les autres sujets.

101. Le CAF a déploré la décision prise par le Management de se retirer des discussions si le CAF doit continuer à examiner la question. Après avoir longuement discuté de la question, le CAF a recommandé au Conseil d'instruire la Commission d'enquêter sur cette question et de lui soumettre un mémorandum pour sa prochaine réunion ordinaire.

Point 15 : Adoption du Rapport

102. Le rapport a été adopté après quelques amendements.

Point 16 : Séance de clôture

103. Dans son mot de clôture, la Vice Présidente de la Commission, ...

104. Dans son mot de clôture, le Président du Comité de l'Administration et des Finances a remercié l'ensemble des membres du Comité pour leur participation active aux discussions malgré le fait que la réunion se soit tenue en mode virtuel. Il a également exprimé sa gratitude aux institutions de la CEDEAO pour la qualité des documents soumis à leur examen et leurs discussions constructives avec le Comité pendant la durée de la réunion.

105. Il a ensuite déclaré clos les travaux de la 27^{ème} réunion du Comité de l'Administration et des Finances.

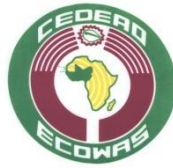
FAIT PAR VIDEOCONFERENCE, CE JOUR DU 17 JUILLET 2020

Boubacar SEYNI

**PRESIDENT
POUR LE COMITE**

**COMUNIDADE DOS
ESTADOS DA
AFRICA DO OESTE**

**ECONOMIC
COMMUNITY
OF WEST AFRICAN
STATES**



**COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES
ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST**

Twenty-Seventh Ordinary Session of the
Administration and Finance Committee

Videoconference, 14 – 17 July 2020

VOTE OF THANKS

Members of the Administration and Finance Committee meeting via videoconference from 14 to 17 July 2020 express their profound gratitude to the ECOWAS Commission for the quality of documents submitted for their consideration and the excellent videoconference facilities placed at their disposal to ensure the successful conduct of their deliberations.

DONE THIS 17TH DAY OF JULY 2020

THE COMMITTEE